



le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
805 34 08
ccp publico
11289 15 paris

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 246 JEUDI 8 DECEMBRE 3 F

hebdomadaire

Après la grève du 1^e décembre

Editorial

L A journée nationale d'action du 1^e décembre, déclenchée par les centrales syndicales C.G.T.-C.F.D.T.-F.E.N., n'a pas rencontré le succès escompté par ces dernières. Malgré les traditionnels communiqués de victoire publiés à la fin de cette journée, nul ne peut dissimuler la réalité, à savoir le recul de la mobilisation des travailleurs pour les journées de grève de 24h.

Pour juger de la faible importance de cette journée du premier décembre, la meilleure référence est sans aucun doute la dernière journée de grève qui date du 24 mai dernier, puisque ce sont les organisateurs eux-mêmes qui voulaient faire du premier décembre la continuité du 24 mai. Et aucune des explications qu'ils donnent à posteriori ne suffit pas à expliquer cet échec partiel. Trois fois moins de manifestants en moyenne, c'est un recul important que des phénomènes conjoncturels ne suffisent pas à expliquer.

Non, les raisons de ce recul du mouvement syndical sont à rechercher dans les mots d'ordre eux-mêmes, donc dans la stratégie des centrales syndicales. Depuis plus d'un an déjà, les grandes centrales syndicales, inféodées aux partis de gauche gardent l'œil fixé sur l'échéance de mars 78. Or, l'enthousiasme suscité par la progression électorale de l'union de la gauche s'est quelque peu refroidi depuis les événements que l'on sait. Dès lors, pour la CGT, il s'agit de faire pression sur les partis politiques pour qu'ils recollent les morceaux de l'union de la gauche avant l'échéance électorale, pour la CFDT il s'agit en outre de répondre aux appels d'une base militante qui s'impatiente de la passivité de la Confédération.

Il importe en particulier de faire apparaître clairement les contradictions des analyses des centrales syndicales sur la combativité des travailleurs. A chaque fois, elles présentent à peu près la même analyse pour justifier l'appel à une grève de 24h. Il s'agit de «tester la combativité des travailleurs» avant d'engager des actions plus dures et plus longues. Mais, d'autre part, tout en reconnaissant que les actions qu'elles ont engagées ont prouvé cette combativité, elles renoncent rapidement à poursuivre l'action.

C'est pourquoi il faut trouver ailleurs les motivations des syndicats pour ces journées de grève. C'est l'attentisme électoral qui les guide dans leur action, c'est lui qui les pousse à limiter les mouvements revendicatifs.

Ainsi si les travailleurs boude de plus en plus les manifestations et même s'abstiennent de faire grève, c'est parce qu'ils ne se sentent plus concernés par l'action que lancent les syndicats. Et il ne suffit pas de qualifier de «jaunes» ceux qui refusent dans ce cas de suivre le mot d'ordre de grève. Bien au contraire, le rôle des syndicats serait de s'interroger sur cette évolution de la mentalité des travailleurs.

Les travailleurs, même lorsqu'ils votent à gauche, ne veulent plus se contenter d'attendre 78; ils ne veulent pas perdre une journée de salaire uniquement pour faire le jeu des partis politiques. Car ils savent qu'ils n'obtiendront rien avec de telles actions, toutes celles qui l'ont précédée sont là pour le prouver; et ils savent aussi que, malgré les déclarations des directions syndicales, celles-ci ne pousseront pas plus à l'action, que la grève soit un succès ou un échec.

Cette grève du premier décembre est certainement la dernière d'une longue série. Que la gauche l'emporte ou non aux élections législatives, l'action syndicale ne pourra plus se poursuivre comme avant. En cas d'échec, on ne pourra pas imposer aux travailleurs un nouvel attentisme électoral horizon 81; et si la gauche l'emporte, la désillusion des travailleurs les poussera à regarder dans une autre direction et à se mettre à l'écoute des minorités syndicales et des groupes politiques capables de proposer une alternative radicale et crédible.

C'est l'objectif que se fixe la Fédération Anarchiste, c'est dans ce sens qu'il faut travailler et unir nos efforts.



L'ATTENTISME ÉLECTORAL EN ÉCHEC

LE BILAN D'UNE REVOLUTION TRAHIE ET DEFIGUREE

Nous publions donc cette semaine la suite de l'étude de notre camarade G.KONSTANTIN, dont la première partie est parue dans notre numéro de la semaine dernière.

La Rédaction

En 1961, selon les annuaires statistiques, l'on peut établir que la bureaucratie, l'armée et la police y compris, compte 16 millions de personnes. Certains sociologues soviétiques émettent le triste pronostic que, si cette tendance se maintient, toute la population de l'URSS devrait se transformer en 1980 en bureaucrates.

Quarante ans après Lénine, Krouchtchev a déclaré, pour le personnel du ministère de l'Agriculture seulement, qu'il ne se distinguait en rien de l'ancien appareil tsariste.

D'après des renseignements de 1970, puisés dans le livre de Medvedev, la différence entre les appointements des employés les plus modestes et ceux des plus hauts est de 1 à

10, de 1 à 20, 1 à 50, 1 à 100. Là ne sont pas inclus, bien entendu, les nombreux privilèges, cumuls, dépenses du personnel de service, des maîtresses, des secrétaires, chauffeurs et «gorilles», envois de mission, réceptions, etc. puisés dans les fonds spéciaux.

A l'autre pôle, c'est la misère. Si l'on compare les salaires des différentes catégories de travailleurs et les prix des quelques dizaines d'articles du mois de juillet 1914, et ceux de l'URSS, on constate qu'après 70 ans de socialisme, les ouvriers soviétiques se trouvent dans une misère totale en comparaison avec leurs aïeux de l'empire des Romanov.

(suite page 8)

A la petite semaine

PER ANUM
PER VAGINAM

On continue à découvrir tant de choses dans les cellules de la prison aux suicides de Stuttgart, qu'on se demande si, finalement, il y avait encore place pour les prisonniers.

De l'appareil de morse aux lames de rasoir en passant par le casque d'écoute et le revolver, tout concourait à faire de Stammheim une annexe du centre opérationnel de Rosny-sous-Bois.

La version «officielle» veut que cet arsenal ait été introduit, c'est le cas de le dire, dans la prison allemande par les avocats des terroristes, «per anum» ou «per vaginam».

Nous ne pensions pas que les hauts personnages d'Allemagne nous prendraient à ce point pour ce mot qui évoque aussi un sexe de femme. Quant à leur explication, ils peuvent, à leur tour, se la mettre où nous pensons.

FLOREAL

FOP 2520

Activités de la Fédération Anarchiste

Groupes

PROVINCE

AIN : OYONNAX
 ALLIER : MONTLUCON
 MOULINS
 ALPES-MARITIMES : NICE
 AUDE : NARBONNE
 B.D.R. : MARSEILLE
 CALVADOS : HEROUVILLE
 CAEN
 DORDOGNE : PERIGUEUX
 DOUBS : BESANCON
 EURE-ET-LOIR : GROUPE
 BEAUCERON
 GIRONDE : BORDEAUX
 ILLE ET VILAINE : RENNES
 INDRE ET LOIRE : TOURS
 ISERE : BOURGOIN
 LOIRE ATLANTIQUE :
 NANTES
 LOT ET GARONNE : FUMEL
 MAINE ET LOIRE : ANGERS
 MORBIHAN : LORIENT
 NIEVRE : NEVERS
 NORD : LILLE - ROUBAIX -
 TOURCOING
 PYRENEES ATLANTIQUES :
 BAYONNE - BIARRITZ
 RHONE : LYON
 HTE-SAVOIE : ANNECY
 SEINE MARITIME : LE HAVRE
 ROUEN
 SOMME : AMIENS
 VAR : REGION TOULON-
 NAISE
 YONNE : FEDERATION DE
 PARTEMENTALE
 HAUTE VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS PROFESSIONNELLES

LIAISON DES POSTIERS
 (édite Gestion Directe)
 LIAISON DES CHEMINOTS
 (édite Voie Libre)
 LIAISON DU LIVRE
 GROUPE BNP PARIS

PRENEZ CONTACT AVEC NOS GROUPE EN ECRIVANT
 AUX RELATIONS INTERIEURES
 PUBLICO - 3, rue Ternaux - 75011 PARIS

REGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis
 dans les arrondissements sui-
 vants : 2^e, 5^e, 10^e, 11^e, 13^e,
 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - GROUPE ESTUDIANTIN
 DE FRESNES-ANTONY
 - VANVES-MALAKOFF-
 MONTROUGE
 - MASSY-PALAISEAU
 - ORSAY-BURES
 - SAVIGNY SUR ORGE
 - CORBEIL ESSONNES
 - BRUNOY ET LIAISON
 SEINE ET MARNE

BANLIEUE EST

- GAGNY - NEUILLY SUR
 MARNE - CHELLES

BANLIEUE OUEST

- GROUPE DES YVELINES
 - ISSY LES MOULINEAUX
 MEUDON; BOULOGNE-BIL-
 LANCOURT

BANLIEUE NORD

- AULNAY-SEVRAN
 - NORD DES HAUTS DE
 SEINE
 - ASNIERES
 - COURBEVOIE-COLOMBES

LIAISONS

De l'Aisne, Sisteron, La Rochelle, Vierzon, Bégard, Châteaurox, Amboise, Chinon, Montpellier, Grenoble, Lons-le-Saunier, St-Sever, Nantes, Vendôme, Montoire, Blois, Coutances, Laval, St-Lô, Vannes, Clermont-Ferrand, Strasbourg, Nord Seine-et-Marne, Albert, Nord de la Haute-Vienne.

Le groupe libertaire
 de Bordeaux
 donne la parole
 à la dissidence

JOURNÉE DE SOUTIEN À LA DISSIDENCE

samedi 10 décembre 1977
 de 15 h à 23 h

Ancienne faculté des Lettres
 Cours Pasteur

Avec Tania Jitnikova-Plouchitch
 Léonid Plouchitch, Kronid,
 Galina Lioubarsky, Vadim
 Delaunay, Tatiana Khodorovitch,
 Maria Khodorovitch,
 Vladimir Maximov, Victor
 Feinberg, Alexandre Galitch
 (chanteur), Serge Utge-Royo,
 Paul Goma, Anatoli Glachkine
 Nous attendons les réponses
 de Glucksmann, Gabor Tamas,
 Ritterstorn.

Projections prévues

- Interview-débat de Bou-
 kovsky à St-Nazaire.
 - Interview-débat de Bou-
 kovsky lors de son arrivée à
 Zurich le 31 décembre 1976.
 - Interview-débat d'Alexeieva
 du groupe de surveillance des
 accords d'Helsinki.

Montages audio-visuels sur les
 peintres non-conformistes et
 sur l'internet psychiatri-
 que politique en URSS, sur
 les luttes des femmes sovié-
 tiques, enregistrement sonore
 du texte «Rêve et réalité de la
 révolution», enregistrements
 de chants russes et soviétiques
 Panneaux d'informations avec
 textes et photos. Lors de cette
 journée, un envoi massif de
 lettres de soutien aux empri-
 sonnés de la prison Vladimir
 aura lieu. Cette journée n'est
 pas un meeting, les informa-
 tions et débats auront lieu
 dans plusieurs salles.

Le groupe de Bordeaux con-
 sidère cette journée comme
 étant une journée d'informa-
 tions et de solidarité et non
 comme une journée publi-
 citaire et électoraliste.

Le groupe libertaire
 d'Aulnay-Sevrans
 organise

le samedi 10 décembre
 de 16 à 24 heures
**UNE JOURNÉE
 ANTIMILITARISTE**

Projections de 5 court-métra-
 ges sur l'antimilitarisme, débat
 avec Maurice Laisant, mu-
 sique avec un groupe de Free-
 Jazz et le groupe Astarté.

Au centre Alpha
 3, allée des Pensées
 93 Bondy

Train par gare de l'Est à la gare
 de Bondy

C'est avec beaucoup de tris-
 tesse que nous parvient la nou-
 velle du décès de notre cama-
 rade Fernand Muller disparu
 subitement à Mulhouse le 24
 novembre à l'âge de 61 ans.
 C'était un ami sûr et loyal
 dont tous ceux qui l'ont ap-
 proché garderont le fidèle sou-
 venir.

Directeur de la publication
 Maurice LAISANT

Commission Paritaire n° 55635

S.N.I.S.C.

93 100 MONTREUIL

Dépot légal - 4^e 149 premier trimestre 77

Diffusion SAEM Transport Presse

Route 205 Publi-Route

Le groupe E. Goldman
 organise
 le vendredi 16 décembre
 à 20 heures

une rencontre-débat
 en son local

51, rue de Lappe
 Paris - 11^e

sur le thème

LES ANARCHISTES ET LA VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE

Le groupe L. Michel
 organise

le samedi 10 décembre
 à 17 h 30

en son local

10, rue Robert Planquette
 Paris - 18^e

un colloque-débat

LA PEINE DE MORT

Le groupe libertaire
 de Bordeaux

édite une affiche représentant
 Sacco et Vanzetti avec la
 phrase suivante :

«La jeunesse du futur recon-
 naîtra nos idées».

1 affiche 3 F, plus de 10 affi-
 ches 22 F, 100 affiches 150 F
 + frais de port

7, rue du Muguet
 33 000 Bordeaux

Le groupe libertaire
 Courbevoie-Colombes

assurera une permanence à la
 M.J.C. de Courbevoie (184,
 Bd. St-Denis à Courbevoie),
 le samedi 10 de 15 h à 17 h.

Le groupe libertaire Beauceron
 vient de naître à l'initiative des
 militants F.A. présents en
 Beauce. Le groupe libertaire
 beauceron appelle les liber-
 taires, les sympathisants et
 les lecteurs du *Monde Libertaire*
 qui sont en Beauce à le
 contacter dès maintenant.
 Ceci en vue de l'organisation
 et de l'extension du mouve-
 ment libertaire beauceron que
 de son intervention quotidien-
 ne (vente du M.L., vente et
 publication de brochures, or-
 ganisation de réunions publi-
 ques, d'expositions et de fêtes
 et toute autre forme d'inter-
 vention possible...)

Ecrire à Publico
 (G.L.B.)

3, rue Ternaux
 75011 Paris

qui fera suivre

Le groupe libertaire
 Louise Michel

organise

les cours suivants

jeudi 8 décembre

L'ORGANISATION
 REVOLUTIONNAIRE

PAR Maurice Joyeux

jeudi 15 décembre

KROPOTKINE

par François Marti

Le groupe Camillo Berneri

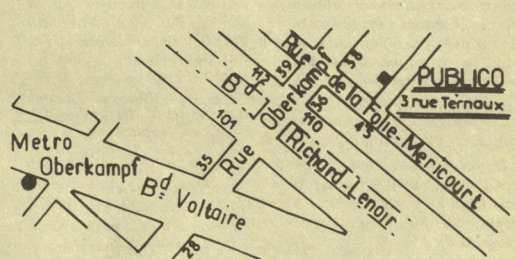
assure une permanence

à son local

58, rue des Vinaigriers
 Paris - 10^e

tous les samedis
 de 14 h à 17 h

POUR NOUS TROUVER PLUS FACILEMENT



SOUSCRIPTION AU MONDE LIBERTAIRE HEBDOMADAIRE

| | | | |
|-------------------|-----|------------------|--------|
| MARTI | 100 | GROUPE MALATESTA | 200 |
| LANTUEJOUL | 25 | GROUPE FRESNES | 400 |
| ANONYME | 100 | GROUPE OYONNAX | 72 |
| MORANDEAU | 25 | RICHARD | 100 |
| LONGOUR | 10 | LEFEVRE | 54 |
| COLIN | 10 | PLOTTON | 18 |
| GROUPE MARSEILLE | 120 | MOIZEAU | 100 |
| FORTUNE | 20 | GROUPE P. MAUGET | 40 |
| MAILLA | 20 | GROUPE FUMEL | 150 |
| BRUN | 10 | GROUPE BNP | 400 |
| MAURELO | 125 | FA 37 | 120 |
| REGIION TOULON | 200 | GROUPE VOLINE | 900 |
| CERCLE ANARCHISTE | | VAQUEMARTI | 100 |
| DES NMPP | 40 | ABONNEMENTS | 4424 |
| PERRAULT | 50 | | |
| CORIGO | 18 | TOTAL | 48010 |
| LOPER | 15 | TOTAL PRECEDENT | 341058 |
| GAUDICHON | 12 | | |
| BEAUFILS | 32 | TOTAL GENERAL | 389068 |

IMPORTANT

Les lecteurs qui nous font parvenir leur bulletin,
 d'abonnement doivent savoir qu'un délai de quinze
 jours est nécessaire avant la mise en route de cet
 abonnement. Les paiements effectués par chèques
 sont à libeller à l'ordre de PUBLICO exclusivement.

Les Administrateurs

LE MONDE LIBERTAIRE

Redaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
 Tel. 805.34.08

CCP Publico 11289 15 Paris

TARIF

France: Sous pli fermé: Etranger:

3 mos: 35 F 55 F 40 F

6 mos: 65 F 110 F 80 F

12 mos: 125 F 210 F 150 F

24 mos: 200 F 375 F 250 F

* Tarif Etranger: 8FA Belgique, Suisse, Mex, Congo

Abonnez-vous

BULETIN D'ABONNEMENT

Nom Prénom
 N° Rue
 Code postal Ville
 à partir du N° (inclus) Pays
 Abonnement Reabonnement
 Règlement (à joindre au bulletin).
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat lettré
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste

ACHETEZ

« LE MONDE LIBERTAIRE HEBDOMADAIRE »
 CHAQUE SEMAINE AU MEME ENDROIT

Au Ha

6 HE

L E dim
 le Cer
 du Havre p
 l'autogestio
 dans la gra
 Il en avai
 au groupe
 Fédération

Il faut bi
 later cette
 pagande fu
 heures. Plu
 ches appel
 furent arra
 les militan
 rent. Malgr
 gré le stalin
 bien connu
 vre et des
 en particul
 sympathisar
 bre particip

Ce fut no
 rice Laisan
 mier déba
 buts de la
 nement au
 fédéralisme
 met aux
 l'anarchism
 lutter au se
 nisation ré

Après u
 Maurice Jo
 avec toute

UJ

A PRÉS
 tions
 taines élect
 vernement
 ral perdire
 avaient au
 en perte d
 sait à prév
 de 1978 n
 foncer de
 lors, la sit
 maintenant
 mun de l
 qu'un fron

Les élect
 prochain,
 sphères go
 chèrent q
 afin de fa
 prise l'équ
 faveur. Il
 que plus c
 vivaient à
 ci votaien
 portion d
 Tout de su
 proportion
 loin d'être
 que les é
 se jouer à
 Alors ils
 projet visa
 voix bien
 cieuses.

Dans u
 démarche
 on adopte
 les destine
 du droit
 l'étranger
 du 28 ju
 tout Fran
 Consulat
 libremen
 rales d'u
 30 000 h
 effet, les
 requrent
 une letr

Au Havre

6 HEURES SUR L'AUTOGESTION - GESTION OUVRIÈRE

Le dimanche 6 novembre, le Cercle d'Etudes Sociales du Havre présentait 6 heures sur l'autogestion-gestion ouvrière dans la grande salle Franklin. Il en avait confié l'organisation au groupe Jules Durand de la Fédération Anarchiste.

Il faut bien dire, avant de relater cette journée, que la propagande fut dure pour ces 6 heures. Plusieurs fois, les affiches appelant aux 6 heures furent arrachées. Plusieurs fois, les militants et le CES recollèrent. Malgré ces incidents, malgré le stalinien de service, docker bien connu sur la place du Havre et des militants anarchistes en particulier, le public et les sympathisants vinrent en nombre participer à cette journée.

Ce fut notre camarade Maurice Laisant qui ouvrit le premier débat en expliquant les buts de la F.A. et son fonctionnement autogéré. Il expliqua le fédéralisme libertaire qui permet aux divers courants de l'anarchisme de s'exprimer et de lutter au sein d'une même organisation révolutionnaire.

Après une partie musicale, Maurice Joyeux lui succéda et, avec toute l'ampleur qu'on lui

connaît, traita de l'autogestion-gestion ouvrière. Après avoir fait un rapide historique, il décrivit la crise économique actuelle et affirma notre solution anarchiste et révolutionnaire. Il développa l'idée d'égalité économique, de prise en mains de la production/distribution par les travailleurs eux-mêmes, sans patrons, sans classes ni Etats. Il prit bien soin de démarquer notre position socialiste libertaire de celle des diverses écoles socialistes et marxistes autoritaires.

Un débat sur l'autogestion s'ensuivit qui montra que les trotskistes de la LCR n'avaient toujours pas changé et qu'ils demeuraient autoritaires dans l'âme. Ainsi, alors que la journée appelait les sympathisants à un débat sur l'autogestion, ces tristes personnages, après qu'on leur eut laissé faire une intervention au micro sur le peuple sarahoui, tentèrent, au nom de leur liberté d'expression de monopoliser le débat et de nous imposer une discussion pour laquelle personne n'était venu si ce n'est eux-mêmes! Le prix de leur entrée doit leur rester en travers de la gorge car, excepté un pseudo-anarchisant, plus prolix en

belles phrases et en discussions de bistrot qu'en actes, les réponses et réactions de la salle

Maurice Joyeux réaffirma alors notre internationalisme. Il rappela les luttes de libération nationales qui toutes, sans exception, avaient abouti à la mise en place d'une bourgeoisie aussi avide de profits, parfois aussi sanguinaire que l'impérialisme soi-disant chassé. Il démontra le vide des propositions autogestionnaires des trotskistes réduites au rôle de slogans de manifestations.

Par la suite, diverses organisations invitées purent, à travers de forums, de débats, développer le sens de leur action. Que soient ici remerciés encore : la Libre Pensée, la Ligue des Droits de l'Homme, la CNT, l'Union Pacifiste de France, le Collectif Havrais d'Ecologie, le groupe Poseidon, l'Action Etudiante Libertaire, le Groupe de Libération Homosexuel qui ont contribué au succès de cette journée.

Nous devons aussi faire une place de choix à la partie spectacle, alternée aux débats et forums. Divers artistes amis vinrent apporter la note culturelle.

démontrèrent que les gens ne se laissent pas tromper au jeu de nos habituels noyauteurs.

Tout d'abord, Michel Gentils, un ancien du groupe Jules Durand aujourd'hui établi à Grenoble. Son travail à la guitare folk est excellent. Alternant guitare 6 et 12 cordes, il nous emmena dans des horizons de prairies et de vie à l'air libre, loin de notre vie trépidante. Espérons que le public saura le reconnaître et l'admettre comme un compositeur-interprète de grand talent, ce qu'il est.

Après lui, le compagnon Serge Utge-Royo, poète à la vive sensibilité nous fit partager ses chansons et son appel à la lutte dans notre monde d'oppression. Nous te remercions, camarade imprimeur dans la journée, pour t'être déplacé malgré la pluie normande, pour t'être joint à nous dans l'idée commune.

Il revint à notre ami Michel Henry, chanteur havrais bien connu dans notre ville de clore cette journée par quelques-unes de ses chansons, tantôt malicieuses, tantôt caustiques. Merci Michel, ton attachement à la chanson de qualité nous touche autant que ton geste envers nous, ta bonne humeur et ton talent.

La journée du 6 novembre, malgré l'adversité et le travail de sape des imbéciles aura été un succès.

Elle aura démontré que l'idée d'autogestion-gestion ouvrière fait son chemin. Non, l'idée anarchiste n'est pas morte, elle ne fait pas partie d'un passé révolu dans l'histoire du mouvement ouvrier, même au Havre, n'en déplaie aux marxistes de tout poil qui voudraient bien nous enterrer.

Groupe Jules Durand
Le Havre

Dans le XIV^e Arrondissement de Paris LES BRUTES EXPULSENT

JEUUDI 24 novembre au matin une partie de la ZAC Guillemot Plaisance était bouclée par les flics. Motif : expulser les squatters de la rue du Château, de la rue de l'Ouest et de la rue Vercingétorix. C'est une longue journée qui commence par l'expulsion brutale, à coups de matraques, d'artisans et de leurs familles occupant les lieux depuis quatre ans. Les divers attraits spontanés des habitants et sympathisants du quartier sont eux aussi dispersés à coups de matraques et d'injures verbales. Naturellement, les flics ne portent pas d'insignes et les responsables ne peuvent et ne veulent pas nous montrer le mandat d'arrêt d'expulsion. Bref, c'est dans la plus pure illégalité que ce sont déroulées ces expulsions.

Premier point en effet, il est interdit d'expulser les gens après le début légal de l'hiver c'est à dire après le 1^{er} novembre. Deuxième point, le quartier de la ZAC Guillemot Plaisance fait l'objet d'un moratoire interdisant toutes les destructions dans ce quartier. Troisième point, aucun huissier n'était présent sur les lieux. Malgré cela, quelques représentants des forces de l'ordre nous ont rétorqué que ces expulsions concernaient uniquement les locaux commerciaux. Mais plusieurs familles habitaient ces lieux depuis fort longtemps. La seule responsable est la société SEMIREP dont les requins entreprennent de raser le quartier en vue de «rénové», c'est à dire construire des HLM à loyers non modérés pour cadres moyens ou supérieurs tandis que les ouvriers et les artisans seraient relégués dans la banlieue monstrueuse et inhumaine de Paris.

Le jeudi soir, à 18 heures, une manifestation des habitants du quartier s'organise, aidée par les élus permanents du P.C. s'installant en tête de manifes-

tation avec banderoles et porte-voix. Après un rapide tour de l'immeuble et la brève allocution d'une jeune femme ayant subi les agressions de la police le matin même, le P.C. et ses représentants plient leurs banderoles et appellent à la dispersion. Une trentaine de personnes restent malgré tout, éccœurées et désabusées, avec, en face, un impressionnant cordon de CRS. L'envie de bouffer du flic remonte après toute cette journée et bientôt la manifestation dégénère en un combat de rue où cocktails et bombes lacrimogènes s'entrechoient. La rapide construction de barricades à l'aide de sommiers, pavés, barres de fer, n'empêchent pas les flics de tabasser quelques imprudents. Jusqu'à environ dix heures du soir, les affrontements continueront dans le quartier.

Finalement, tout le monde va se coucher, éccœuré, voyant mal comment mettre fin à cette monstrueuse agression dirigée par Chirac et ses complices de la SEMIREP. La lutte des habitants du quartier avait pourtant permis pendant l'été de stopper les travaux de la radiale Vercingétorix et plus récemment d'obtenir un moratoire pour l'arrêt des destructions du quartier. Malgré cela, un manque évident de coordination ainsi qu'un désintérêt total des commerçants et d'une partie de la population ne laissent pas grands espoirs sur l'avenir du quartier. L'autogestion économique et sociale au niveau communal n'est malheureusement pas pour demain mais doit être l'aboutissement des luttes organisées ou non des habitants contre la spéculation financière, la destruction de l'environnement, l'exploitation des désirs et de l'imaginaire, refusant ainsi l'embrigadement et l'asservissement d'un vieux monde courant de lui-même à la catastrophe.

GRUPE DU XIV^e

UNE MANIPULATION ÉLECTORALE DE PLUS

APRÈS les résultats des élections cantonales et de certaines élections partielles, le gouvernement et la droite en général perdent les illusions qu'ils avaient auparavant : ils étaient en perte de vitesse et tout laissait à prévoir que les législatives de 1978 ne feraient que les enfoncer définitivement (depuis lors, la situation s'est modifiée, maintenant que le front commun de la gauche n'est plus qu'un front désuni).

Les élections législatives se rapprochant, les collaborateurs des sphères gouvernementales cherchent quelques bonnes idées afin de faire pencher sans surprise l'équilibre électoral en leur faveur. Ils prirent conscience que plus de 1 200 000 Français vivaient à l'étranger et que ceux-ci votaient à droite dans une proportion de près de 70 à 75%. Tout de suite, ils virent que cette proportion d'électeurs était loin d'être négligeable, sachant que les élections risquaient de se jouer à très peu de voix près. Alors ils mirent en route un projet visant à gagner toutes ces voix bien lointaines et si précieuses.

Dans un premier temps, la démarche fut des plus légales : on adopta des mesures nouvelles destinées à faciliter l'exercice du droit de vote des Français à l'étranger. Ainsi d'après la loi du 28 juin 1977 (très récente), tout Français immatriculé au Consulat peut se faire inscrire librement sur les listes électorales d'une ville de plus de 30 000 h. de son choix (à cet effet, les Français à l'étranger reçoivent il y a quelques semaines une lettre personnelle de Gis-

card). Tout ceci peut paraître insignifiant mais quand on connaît le projet qui se dessine derrière cette façade légale, on constate que le vote d'une telle loi était indispensable. En effet, cette loi constitue le premier maillon de la combine mise au point par le gouvernement.

A ce point du projet, on va prendre un exemple précis : celui des Français vivant en Autriche (il en serait de même pour les Français vivant en d'autres pays). Faisant suite à la mise en application de cette nouvelle loi, le sénateur Paul d'Ornano effectua un voyage d'«information» en Autriche du 10 au 13 octobre. Après un certain nombre de mondanités, le sénateur entra dans le vif du sujet : il axa son discours sur les devoirs à accomplir et notamment celui de voter ; d'ailleurs en voici un résumé qui pourra paraître assez surprenant : «il est essentiel de faire usage de ce droit de vote et les sénateurs conseillent, afin de ne pas disperser les voix, que les électeurs d'Autriche s'inscrivent dans la 9^e et 10^e circonscription de la commune de Paris où l'éventail politique sera particulièrement ouvert... » (sachant que le nombre d'inscriptions ne doit pas dépasser 2%, on apprécie au passage la contradiction). Ce petit discours clairvoyant fut accompagné de son application concrète ; comme celle-ci était tout à fait illégale, on se servit comme intermédiaire d'un organisme «apolitique», l'U.F.E. (Union des Français à l'Étranger). Cet organisme vient de faire parvenir à une grande partie des Français un formulaire

de demande d'inscription sur les listes électorales ; mais ce formulaire est bien étrange ! Tout est déjà rempli, il n'y a plus qu'à mettre son nom : en effet, la commune est inscrite et les motifs d'inscriptions sont tous rayés.

Alors, on comprend immédiatement à quel niveau se situe la combine électorale. On choisit une circonscription où l'élection entre le candidat de droite et celui de gauche se fera à très peu de voix et on injecte à cette circonscription quelques milliers de voix de droite afin de départager sans surprise les deux candidats. Et voilà, le tour est joué ! Tout ceci est bien sûr à la limite de la légalité mais qui s'en tracasse ?

Cette nouvelle combine ne nous surprend pas, on savait déjà que les morts avaient le droit de voter dans certaines régions de France. Que le découpage des circonscriptions était une affaire très délicate... Mais que l'on ne vienne pas nous emmerder avec le slogan civique : «Voter est un droit, c'est aussi un devoir». Que les gens qui aiment fouiller dans les poubelles le fassent, c'est leur droit, mais que les autres refusent les odeurs nauséabondes les gênant, c'est aussi leur droit !

Un sacré travail reste à faire pour mettre en place un système basé sur la «démocratie directe» (au vrai sens du terme) au lieu de toutes ces basses crapuleries ne visant qu'à asservir la grande majorité afin de renforcer les privilèges de la minorité.

Francis LAVEIX

en bref...en bref...

Les groupes autoréducteurs de la région parisienne proposent d'élargir les bases de leur mouvement en appelant tous les intéressés à venir à l'AGECA, 177 rue de Charonne (métro Alexandre Dumas), le samedi 17 décembre à 14 heures.

Un groupe refus 15% EDF vient de se créer sur Brest. Sa prochaine réunion d'information aura lieu le lundi 19 décembre à 21 h, 25 rue Alsace-Lorraine, recouvrance 29000 Brest.

Bernard Deville, Géraud Gerbal et Franck Zeller, insumis à leurs affectations à l'ONF (cf. ML n° 240) ont été condamnés à trois mois de prison avec sursis par le tribunal de Mende.

Patrick Bourdin et Robert Calazel (cf. ML n° 239 et 241) ont été condamnés à 3000 F d'amende pour insumission à l'ONF tandis que Pierre Chardon était condamné à 2500 F pour la même raison par le tribunal de Millau.

Robert Fourmont qui avait été condamné à 500 F d'amende et un mois de prison avec sursis pour renvoi de livret militaire en première instance au Havre a vu sa peine modifiée par la cour d'appel de Rouen à 400 F.

Alain Geignard, objecteur-insoumis depuis 1974, passera en procès devant le tribunal d'Alençon le 21 décembre.

Gérard Steiner, insumis à l'ONF depuis 1974, sera jugé par le tribunal correctionnel de Rodez le 21 décembre à 14 h.

La grève entreprise le 21 novembre à la banque Indo-Suez se poursuit avec une participation accrue du personnel. Devant les refus répétés de la direction, de nouveaux services sont entrés en grève (informatique et le service des titres), et F.O. a rejoint la C.G.T. et la C.F.D.T. Cependant, les grévistes combattifs se heurtent à la C.G.T. qui s'oppose à toute forme active de luttes telle que les passages dans les services.

Le groupe civilisation Libertaire organise le jeudi 15 décembre à 20 h 15, à la salle Garcia Lorca, 15 rue Gracieuse - Paris (métro Monge), une conférence débat sur le thème : «La révolution russe et les libertaires» avec Gaston Leval.

En marge du conflit de Polytechnique
NOS «ELITES»...

Une classe de mathématiques spéciales - la Taupe - prépare au concours d'entrée à l'école Polytechnique - l'X - d'où sortiront les grands commis de l'Etat, les technocrates, les ingénieurs «en chef» : les anciens élèves de l'X, unis par une étroite solidarité de caste, constituent une élite dans l'élite, une véritable mafia : nul, parmi la foule béate d'admiration, ne mettrait en doute leur science, leur compétence qui les ont conduits au sommet de la hiérarchie.

Le bulletin des professeurs de mathématiques spéciales (novembre 77) vient de publier un article qui, s'il sortait de la plume d'un quelconque farfelu, susciterait l'indignation de tous les bons esprits qui crieraient au scandale, voire au sacrilège. Mais l'auteur de l'article n'est pas n'importe qui : Laurent Schwartz, mathématicien éminent, professeur à l'école Polytechnique, parle de ce qu'il connaît bien, et, s'il démolit certaines légendes et viole certains tabous, il ne le fait qu'après mûre réflexion et en pesant tous les termes de son réquisitoire.

M. Schwartz rappelle la finalité de l'école Polytechnique qui est de «former des cadres scientifiques et techniques de très haut niveau, en majeure partie des ingénieurs» et signale que cette finalité est détournée.

«Après leurs deux années à l'école Polytechnique et deux années d'école d'application, les élèves vont dans les grands corps de l'Etat ou dans les entreprises publiques ou privées, presque toujours dans des postes administratifs, où ils n'auront plus jamais à utiliser la moindre science. Tout l'enseignement scientifique que nous donnons est donc complètement inutile. Les élèves le savent, et comme, après tout, le travail n'est jamais chose facile, une bonne proportion d'entre eux s'en désintéressent complètement et sortent de l'école sans aucune compétence.»

De la bonne discipline de travail apprise en Taupe, «il ne restera plus rien plus tard... Il n'est alors pas étonnant que la France manque de scientifiques et d'ingénieurs et que son dynamisme industriel soit bien moindre que celui des Etats-Unis, de l'Angleterre ou du Japon.»

Le concours d'entrée à l'X, après deux ou trois ans de préparation suivant le baccalauréat, est une compétition sans merci qui nécessite un travail acharné et où la résistance physique est au moins aussi importante que les qualités intellectuelles. Les professeurs des classes préparatoires dont

des classes préparatoires sont «tentés de dépendre à leurs élèves la Taupe comme une dure période à passer, à la suite de laquelle, notamment à l'X, viendra un paradis de détente et d'avantages facilement conquis.» Tel un cycliste qui, après

avoir péniblement gravi les lacets d'un col, arrive au sommet avec l'espoir de jouir, durant la descente, des faciles délices de la «roue libre!»

On conçoit qu'enseigner les sciences à l'école Polytechnique n'offre pas au professeur de grandes satisfactions : «L'ensemble des enseignants de l'école Polytechnique est très amer de voir le grand nombre d'élèves qui, en entrant à l'école, ne s'intéressent plus aux sciences. Nous donnons des cours devant des auditeurs largement désengagés... nous savons que nous participons à un immense gaspillage intellectuel et financier.»

Elites bien grandes, vouées à l'admiration naïve du troupeau imbécile, Laurent Schwartz vous dépouille de vos oripeaux menteurs et vous montre tels que vous êtes : des ânes chargés de reliques! Ehl oui, le dur c'est d'entrer à l'X ; on en sort toujours! et le titre d'ancien élève assure une rente perpétuelle qui s'accroît à chaque échelon de la hiérarchie. Que reste-t-il de tout ce qu'on a appris de 18 à 21 ans ? Rien, si ce n'est le souvenir de la dure bataille du concours dont on décrit les péripéties à ses petits enfants, tel un ancien combattant radoteur qui parle de ses campagnes.

Laurent Schwartz nous montre que les élites ne sont pas ce qu'un vain peuple pense et ne brillent en général ni par la science, ni par la compétence. Mais ce ne sont pas les individus qu'il faut incriminer, mais le système éducatif, cette impitoyable et artificielle sélection par concours qui conduit à une détérioration chez l'heureux lauréat, à l'oubli de ce qu'il a entassé dans son cerveau et au désir de profiter, en paix et sans grandes responsabilités, d'un «titre» durement acquis. C'est tout le système des grandes écoles et de leurs concours d'entrée que Laurent Schwartz met en question et par là c'est tout le projet éducatif de notre société qui est mis en accusation. Depuis longtemps, les anarchistes avaient dénoncé la formation des prétendues élites et Laurent Schwartz nous apporte un appui inattendu. Que ce soit un professeur éminent de l'école Polytechnique qui commence à ébranler les idoles, voilà qui ne doit pas nous étonner, car «c'est dans le temple que furent forgés les marteaux qui détruiraient le temple.»

Jean BARRUE

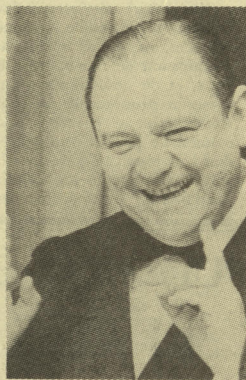
POUR NOUS INFORMER

805 - 34 - 08

BARRE À TOURS
POURQUOI FAIRE ?

Barre continue sa tournée électorale. Le 21 novembre il est venu à Tours vanter les bienfaits de sa politique d'austérité. Il pouvait être satisfait de la situation de l'emploi à Tours : elle est aussi mauvaise que dans le reste de la France! Les travailleurs voient se poursuivre la baisse de leur pouvoir d'achat, une centaine de licenciements sont prévus à l'entreprise Voyer ainsi qu'à la S.K.F., des menaces de liquidation pèsent sur l'entreprise Cadoux. Depuis septembre 1976, le chômage a progressé de 23% en Indre-et-Loire.

Royer, que Barre est venu visiter, ne fut pas avare de démagogie... pour mieux appliquer l'austérité. Les stages «emploi-formation» sont un succès en Touraine : des jeunes, embauchés pour un an, payés à 90% du SMIG, pris en charge par l'Etat, belle aubaine pour les patrons qui en général licencient les travailleurs en place pour «embaucher» cette main-d'œuvre si économique... qu'ils pourront licencier impunément dans un an.



Cette volonté de se battre, les travailleurs l'ont clairement montré, lorsqu'à l'appel des centrales syndicales CGT, CFTD et FEN, ils ont manifesté à plus de 4 000 (dont une forte délégation de futurs licenciés de chez Voyer) au moment même où Barre s'adressait aux commerçants de la ville, réunis à l'Hôtel de Ville. Les slogans qui furent scandés exprimèrent un mécontentement significatif de la détermination des travailleurs à s'opposer au plan d'austérité imposé par le gouvernement et le patronat : «plan Barre, y'en a marre, non à l'austérité, n'attendons pas 78 pour obtenir satisfaction, unité contre l'austérité, Barre-Royer complices, le peuple en a assez!»

Cette combativité ouvrière, cette mobilisation des travailleurs dans leur volonté de chasser la bourgeoisie et les profiteurs est le signe évident d'un puissant refus du maintien en place du système capitaliste et des conséquences irrationnelles et démentielles qu'il engendre. C'est la raison pour laquelle les travailleurs communistes-anarchistes dénoncent les prétendues solutions du PCF et du PS, soutenues par les bureaucraties syndicales. Quand aux trotskistes de la LCR, ils ont trouvé une occasion de plus pour répéter aux travailleurs la nécessité d'un gouvernement PC-PS au pouvoir. Sous une phraseologie pseudo-révolutionnaire, ils ne montrent qu'une attitude de suivisme et de larbinisme.

C'est dans la voie qui consiste à ne compter que sur leurs

propres forces, dans leurs luttes pour la démocratie directe, pour relancer l'action, pour populariser leurs luttes, pour résister aux expulsions policières et aux intimidations des milices patronales et des bandes fascistes, pour se mobiliser autour de leurs propres intérêts et non à la remorque des stratégies électoralistes du PCF, du PS, de l'OCI, de la LCR et autres groupuscules parlementaristes, ce n'est donc que dans la voie de l'action directe que les travailleurs doivent s'engager pour atteindre l'objectif de la grève générale insurrectionnelle et pour trouver une orientation nouvelle vers un affrontement radical avec les défenseurs du capitalisme et de l'étatisme.

Royer veut sauver l'entreprise Voyer. Il va négocier des crédits, mais ce ne sont pas les travailleurs qu'il défend. En fait, il cherche à maintenir à flot le petit patronat local et éviter une lutte ouvrière qui nuirait à son image de marque à quatre mois des élections. Il espère conserver ainsi ses financiers et ses électeurs. Mais on peut tout craindre pour l'emploi... après les législatives.

Royer proteste contre les limitations des prix à l'étalage, dernier gadget de Barre. Royer est plus lucide. Pourquoi mécontenter le petit commerce par souci démagogique puisque personne ne sera convaincu, puisque les hausses continueront tout simplement parce que ce ne sont pas les petits commerçants qui les provoquent mais bien les capitalistes pour assurer leurs profits et rogner les salaires réels. Royer et Barre n'étaient pas d'accord sur la meilleure façon de développer l'austérité, d'attaquer les travailleurs. Mais cela ne les a pas empêché de se féliciter mutuellement des bons résultats de leurs attaques contre les travailleurs et d'essayer de donner une image d'unité pour replâtrer la coalition de la droite avant les élections.

Barre à Tours! Les travailleurs ne l'acceptent pas. Ils n'ont pas voulu que ce commis des capitalistes vienne étaler sa satisfaction d'avoir cassé des luttes menées par leurs camarades depuis l'application du plan d'austérité. Des luttes menées parce qu'ils en avaient ras-le-bol d'être traités seulement comme de la «chair à produire». Les travailleurs sont passés à la lutte. Ceux de Tours luttent pour défendre leur emploi en occupant leur usine, comme chez Voyer. Ils luttent contre les licenciements des auxiliaires et des temporaires. Ils luttent pour de meilleures conditions de travail, contre l'exploitation quotidienne de plus en plus férocité.

Correspondant Tours

Avant le grand rush électoral de mars 1978

LA CLASSE POLITIQUE À LA RECHERCHE D'UN SECOND SOUFFLE

Dans la classe politique c'est le désarroi! Depuis l'élection de Giscard d'Estaing à la présidence de la république, qui n'avait été possible que par la défection de Chirac, les jeux semblaient faits. A droite on ferait front contre le programme commun avec comme figure de proue l'ancienne U.D.R. transformée en R.P.R. affichant une vocation à être un rassemblement de masse. A gauche, on s'appretait à montrer à l'assaut sinon des bastilles, au moins des fiefs électoraux mobilisés depuis vingt ans par la réaction et le résultat des élections cantonales et municipales justifiait tous les espoirs. L'initiative de Marchais et de ses acolytes a faussé tout ce jeu savamment agencé. La rupture de la gauche a fait l'effet d'un coup de pied dans une fourmière et, à l'assemblée nationale, les représentants du peuple de droite comme de gauche, les yeux fixés sur les circonscriptions qui leur semblaient acquises se sont mis à tourner en rond, cherchant une porte de sortie susceptible d'assurer leur réélection, et les regroupements alimentaires ont volé en éclats.

Pour la droite la vie n'est pas simple. On a enfin pris conscience de la nature de la crise et on commence à murmurer ce que je disais dans ce journal depuis plus de trois ans, à savoir que la crise durerait, obligeant les économistes bourgeois à s'adapter à elle, et que d'autre part la vie ne serait jamais plus celle que nous avons connue. Pour faire front on est allé chercher Barre qui n'a pas fait une autre politique que celle de Poincaré, ou de Pinay qui en leur temps comme Barre aujourd'hui n'avaient trouvé qu'une médecine qui consiste à faire payer les pauvres pour conserver le privilège des riches. Encore que pour faire

avaler une telle politique il est nécessaire de brandir l'intérêt national, de proposer un gouvernement d'intérêt national et d'avoir un outil puissant pour servir de support à une telle politique. Devant ce dévoiement de la majorité en proie à la fièvre de la réélection et qui sait que de toute manière elle perdra ses sièges, la réaction a fait appel à Michel Debré, un vieux routinier des allées du pouvoir. Il est certain que son entrevue avec Giscard d'Estaing n'a été rien d'autre que le désir de convaincre celui-ci de la nécessité de faire ce gouvernement d'union nationale susceptible de sauver la France. Son argument, nous le connaissons aujourd'hui, le pays est en guerre, une guerre économique, la perdre c'est retomber au rang de nation secondaire. Et en raisonnant comme le ferait un partisan du système capitaliste, on peut dire que Debré a raison. La lutte pour la possession des matières premières et de l'énergie entre les nations industrielles sera sans merci. Nul doute qu'il en a convaincu Giscard. Mais faire une Union nationale avec comme chef de file Chirac, c'est autre chose. Giscard rêve d'une union au centre qui inclurait les socialistes les plus mous. Debré comme Chirac n'ont plus les moyens de leur politique. Le R.P.R. qui avait vocation de regrouper toute la majorité est un échec. Il n'a rassemblé que les troupes gaullistes, rien de plus, et certaines d'entre elles signent déjà vers les désistements des élus modérés et dans ce domaine la dernière élection de Strasbourg n'est pas pour les rassurer. Pour le centre, ventre mou de cette majorité, il est prêt à tout pour rester en place. De toutes façons rien ne se fera avant les prochaines élections qui permettront peut-être à la majorité de reprendre son

second souffle.

La gauche, elle, par delà ses querelles vient d'éprouver une divine surprise. Malgré ses divisions, son électoral continue à s'étendre tant il est vrai que, devant le vide, la plus modeste barrière rassure! Son problème aussi est électoral, qui ne la mènerait au pouvoir que pour quelques mois, faciliterait cette opération d'union nationale au centre, qui est le vœu de la bourgeoisie regroupée derrière le président de la république. Chacun connaît cette formule qui fit les beaux jours de la troisième, puis de la quatrième république et qui consistait à couper l'omelette par les deux bouts. Seulement voilà, au bout des unions nationales du passé, il y avait la guerre, celle de 1914, celle de 1939 qui relançaient l'économie. Aujourd'hui la guerre économique prend un aspect différent et il sera bien difficile de mobiliser les travailleurs dans leurs entreprises comme on mobilisait les hommes pour les guerres classiques. Et dans une guerre économique il sera bien difficile de traiter les citoyens comme le ministre Pétain traitait les soldats en 1917 devant Verdun.

Et c'est en ce sens que le congrès extraordinaire de notre Fédération Anarchiste a eu raison de mettre l'accent sur les convulsions qui résulteront des élections de mars 1978, quelque soit le courant qui l'emportera, et de se préparer à faire front à un type d'affrontement qui sera différent de ceux que nous avons connus, ce qui réclamera non seulement une connaissance de l'histoire mais de l'imagination! Et de l'imagination, la Fédération Anarchiste n'en manque pas!

Maurice JOYEUX

S.M.I.G.

SALAIRE DE MISÈRE

LE SMIG à 1700 F. La belle affaire! des mauvaises langues diront que nous n'avons pas de gouvernement social... On voit bien qu'en haut-lieu nos exploiters ignorent ce que veut dire vivre, que disons-nous, survivre avec un tel salaire de misère.

Et ce n'est pas tout. Il y a plus privilégiés. Le dernier dossier du CERC (1) rapporte que 34% des salariés touchent moins de 2000 F net par mois et 22,5% entre 2000 et 2500 F. Par contre, on ignore toujours ce que gagnent véritablement

les cliques qui nous font suer le burnous. Là, nous n'avons droit qu'à des approximations largement sous-évaluées. Pour cause!... Le secret est bien gardé tant vis-à-vis du fisc que vis-à-vis des travailleurs. La vérité est trop explosive pour que nous la connaissions.

Et pourtant, on ne nous trompera pas. La «haute» vit grassement de ses privilèges et de l'exploitation qu'elle nous fait subir. Ne s'en tenant qu'aux seuls revenus salariaux, le CERC admet qu'il n'y a que 0,2% de la population active qui reçoit

20 000 F par mois et 0,02% plus de 50 000 F. Mais n'oublions pas que les salaires ne sont pas tout; ils ont bien d'autres avantages qui gonflent d'autant, sinon plus, leur train de vie.

Cette hiérarchie économique aberrante et scandaleuse reste la justification d'un système de profit par nature profondément injuste. Vouloir le rétrécissement de cette hiérarchie est une mesure de bon sens, encore qu'elle ait ses limites. Ce qui compte reste sa suppression totale, c'est à dire faire

Au congrès C.F.D.T. Livre

MANIPULATIONS!

Samedi 19 novembre se tenait le congrès extraordinaire du syndicat CFDT du Livre de la région parisienne. Ce syndicat qui appartient jusqu'à présent à la fédération des Services regroupe quatre branches: L'édition, le papier-carton, le travail et la presse.

Le congrès du 19 novembre avait été appelé à la demande de 20 sections préoccupées par la crise interne que traverse le syndicat. Crise qui s'était aggravée depuis la démission de six membres du conseil syndical que ceux-ci trouvaient inefficaces. Dans l'ordre du jour du congrès, les 20 sections demandaient au congrès de se prononcer pour un changement de statut. Ces nouveaux statuts bien que ne transformant pas le syndicat du Livre en syndicat révolutionnaire, étaient destinés à diminuer le centralisme du conseil syndical et à impulser une dynamique par les sections et des commissions de branches.

Depuis plusieurs mois, le fossé se creusait entre les 20 sections et le C.S. (lettre de licenciement du C.S. au permanent, circulaire permanent-20 sections, changement des serrures du local, etc.), il avait été demandé à l'Union régionale de Paris et à la fédération des services d'organiser le congrès et de le présider. Ceux-ci furent d'accord jusqu'au mardi 15 novembre où ils se prononcèrent pour une tribune composée de trois membres du C.S., de deux représentants des 20 sections et d'un neutre (?). De plus, ils annoncèrent une modification dans l'ordre du jour: leur prise de parole qui devait avoir lieu en fin de séance s'effectuait avant les votes.

Samedi matin, dès le début du congrès, les 20 sections firent une demande pour un retour à l'ancien ordre du jour. Pour trancher le débat qui naissait, un membre de l'URP demanda au congrès de se prononcer pour ou contre la liberté d'intervention de l'URP. Présenté de cette manière, le «jour» n'eut aucun mal à obtenir la majorité.

Il faut signaler aussi que le conseil syndical est composé presque exclusivement de militants de la L.C.R. Ceux-ci jouent un rôle centriste destiné à bloquer toutes discussions et à profiter des querelles des extrêmes pour s'installer. Le 19 novembre, ces personnages allaient prouver qu'ils ne connaissent pas seulement les textes

de Marx mais aussi sa pratique pour manipuler ou triquer un congrès. Ainsi, un mois avant le congrès, des sections de l'édition où la L.C.R. est bien implantée (Hachette, Bordas) ont ressorti des anciens adhérents afin de cumuler les mandats de vote. De plus, pour prévenir des noms sur lesquels devaient porter leurs votes, un papier (celui-ci intercepté fut dénoncé à la tribune) portant le nom de chaque candidat avec un chiffre de 1 à 10 circula dans l'édition. Avec de tels procédés, leur majorité repoussa le changement des statuts, ce qui amena l'élection d'un nouveau conseil syndical. Sachant que le mandat du permanent se terminera en mars, les «camarades» proposèrent au milieu de la liste des candidats un ancien adhérent CFDT qui avait quitté le syndicat il y a trois ans. Comme les statuts du syndicat demandent à chaque candidat d'être adhérent depuis un an au moins, le collègue, en adhérant en octobre, paya ses timbres de manière rétroactive jusqu'en janvier. Les 20 sections demandant des explications, le futur «permanent» annonça, la lame à l'œil, qu'il était au chômage depuis trois ans et qu'il travaillait au noir comme pigiste dans l'édition. En s'appuyant sur les statuts, les 20 sections demandèrent l'annulation de cette candidature. Un représentant de la fédération, outrepassant ses droits, intervint dans le congrès pour annoncer qu'il ne trouvait pas les statuts assez clairs sur ce sujet. Il fut suivi par une militante qui, après avoir appuyé sur les conditions de vie difficile du chômeur, appela le congrès à maintenir cette candidature. Malgré le refus de voter d'une partie du congrès, le vote eut lieu maintenant le nom sur la liste.

A la fin de ce congrès, malgré l'écœurement, de nombreux congressistes se réunirent en annonçant leur volonté d'empêcher la L.C.R. de faire à la C.F.D.T. ce qu'a fait le P.C.F. à la C.G.T. Livre.

Parmi les camarades les plus décidés, nous trouveront beaucoup de travailleurs du travail et de la presse, secteur où la C.G.T., malgré son monopole sur l'embauche, perd du terrain à cause de son incapacité à faire face au plan Lecas et aux remaniements patronaux.

Liaison des Travailleurs Anarchistes du Livre

admettre qu'elle ne se justifie pas sinon qu'en maintenant des classes, des divisions sociales. La construction d'une société socialiste authentique passe par cette transformation indispensable qu'est l'égalité économique.

En attendant, plus de quatre millions de travailleurs subsistent de plus en plus difficilement avec des salaires de famine. Economie développée,

société de gaspillage et de gadgets oui, mais pourquoi?... Pas pour cette partie de la population et ces autres, chômeuses ou retraitées, qui se débattent elles-aussi dans des conditions de vie lamentables.

Roland BOSDEVEIX

(1) Centre d'Etudes des Revenus et des Coûts

informations internationales

LE GOULAG BULGARE

D'APRÈS les estimations de nos camarades bulgares, il y aurait actuellement dans les prisons bulgares environ 50000 prisonniers, dont à peu près 15000 de droit commun. Le «record» est détenu par la prison départementale de Pleven, avec 10000 prisonniers. Dans la plupart des prisons, on trouve réunis détenus politiques et détenus de droit commun. Le plus souvent, les politiques n'admettent pas d'être mêlés aux droits communs.

Les motifs de condamnation pour les politiques sont les plus divers. De l'anecdote politique ou la raillerie à l'encontre des dirigeants du parti et de l'Etat jusqu'à la tentative de fuir le pays, en passant par l'organisation (vraie ou fausse) de conspiration et de groupes de combat contre le régime. D'autres sont condamnés sous l'accusation d'espionnage ou tout simplement parce qu'ils ont été en contact avec des étrangers. Les motifs de condamnation pour les prisonniers de droit commun sont : vol, falsification, crime, viol, vagabondage, ivrognerie, marché noir, etc.

Les conditions de vie dans les prisons sont lamentables. En principe, chaque détenu subit son temps de réclusion dans la prison de son département. De cette règle sont exclus les prisonniers politiques ou de droit commun connus qui sont déplacés souvent de peur qu'ils ne lient connaissance ou qu'ils ne préparent leur fuite.

Depuis 1973, tous les détenus sont obligés de travailler pendant la durée de leur détention. Les récalcitrants sont punis de cachot et maintenus au régime d'isolement complet, privés de correspondance et de visites. Ils travaillent dans les potagers des prisons, dans les carrières de pierres, dans les briqueteries, etc. Différents ateliers sont installés dans les prisons mêmes. La nourriture est mauvaise et les soins médicaux nuls ou insuffisants. Les détenus, selon leur peine et leur conduite sont soumis à quatre sortes de régime : léger, général, sévère, très sévère.

REPRESSION CONTRE LA MINORITÉ MUSULMANE

Dans la prison de Belene se trouvent un certain nombre de «pomaks» (bulgares islamisés au XVII^e et XVIII^e siècles) que le gouvernement veut obliger à «bulgariser» leurs noms. Ces «pomaks» sont internés dans la prison susdite pour plusieurs années, certains avec leur famille.

LES CAMPS DE CONCENTRATION

En ce qui concerne les camps de concentration, les conditions de vie et de travail y sont intolérables : les prisonniers sont souvent battus, mal nourris et maltraités.

Les premiers camps importants furent ouverts aussitôt après la guerre. L'un des plus monstrueux, des plus terrifiants fut celui de Belene qui abritait à certains moments plusieurs milliers de personnes. Actuellement, il existe toujours une prison près du camp. C'est aussi un lieu d'internement pour certains «ennemis» du régime.

Les camps de concentration sont installés soit près d'une grande ferme soit à proximité d'un autre chantier de travail. Au cours des années 1949-1953, le nombre des détenus avait atteint plusieurs dizaines de milliers. Beaucoup de prisonniers libérés en 1952-53 furent de nouveau arrêtés après les événements de 1956 en Pologne et en Hongrie.

Les camps de concentration existent toujours : Belene, Back Samokov, Noja Revo (debroudja) et d'autres encore. Le nombre de personnes qui les remplissent tourne autour de 20000.

LES CLINIQUES PSYCHIATRIQUES

Au pays des roses, il existe des prisons, des camps de travaux forcés et des cliniques psychiatriques. Les prisonniers politiques sont «soignés» dans ces cliniques outillées sommairement pour éviter toute épidémie de rébellion ou de fuite. Le personnel soignant fait bon usage des matraques ainsi que des médicaments de fabrication bulgare ou soviétique ayant pour noms «Disepine» et «Chlorosine». Les «malades» subissent fréquemment des chocs électriques.

APPEL A L'OPINION PUBLIQUE

La Fédération Anarchiste Française dénonce le goulag bulgare et demande la libération des membres de la Fédération Anarchiste Communiste Bulgare suivants :

— Kristo Kolev Yordanov, né le 24 avril 1911, rédacteur du journal *La pensée ouvrière*, militant de la F.A.C.B., qui totalise aujourd'hui 45 années de captivité.
— Athanas Artakov
— Luben Djermanov
— Athanas Kivov
— Alexandre Nakov
tous quatre arrêtés le 24 avril 1974 pour activités clandestines pour la défense de leurs idées.

L'opinion publique internationale ne peut plus rester indifférente devant la répression en Bulgarie. Malgré le silence de la presse bourgeoise ou dite d'opinion, malgré la complicité des Etats et des partis qui ne défendent que les libertés qui les arrangent, nous, militants de la Fédération Anarchiste Française, adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes, appelons tous les hommes et femmes de bonne volonté à se mobiliser pour mener campagne en faveur de la libération des cinq camarades anarchistes bulgares.

NE LAISSONS PAS
MOURIR NOS COMPAGNONS
EN CAPTIVITÉ

LIBERTÉ POUR LES
ANARCHISTES BULGARES
A BAS LA DICTATURE !

allemagne

Un nouveau procès à Stuttgart - Le 28 novembre s'est ouvert à Stuttgart le procès de Verena Becker. Verena est âgée de 25 ans et appartient au «mouvement du 2 juin» qu'on ne doit pas confondre avec la R.A.F. Elle avait fait partie des cinq détenus libérés à la suite de l'enlèvement du politicien berlinois Lorenz. Elle avait donc gagné le Sud-Yémen, puis était revenue en Allemagne fédérale. Elle figurait sur la liste des terroristes hors-la-loi. Verena a refusé de comparaître au procès : citée impérativement, elle s'est vue expulsée pour «avoir troublé les débats». Le tribunal siègera donc sans la présence de l'accusée. Il ne reste plus qu'à expulser les défenseurs et tout sera dans l'Ordre! Attendons le verdict.

italie

Rinaldi Gabrielli, ouvrier et délégué syndical, inculpé de refus politique du service militaire (14 mois de prison ferme) est détenu à depuis le 8 septembre 1976 dans la prison de Bari-Palese. Le 2 novembre dernier, il a entamé une grève de la faim en solidarité avec des détenus des prisons de Gaeta et Peschiera qui, eux, sont en grève de la faim depuis le 17 octobre. Pour dénoncer l'absurde et injustifié isolement auquel ils sont soumis, ainsi que pour dénoncer la justice militaire.

ESPAGNE

Autoorganisation ouvrière : OUI ! Elections syndicales : NON !

LES projets distincts de l'action syndicale dans l'entreprise ont en commun le fait de proclamer verbalement la suprématie de l'assemblée et de la substituer, de fait, par des comités permanent contrôlés par les centrales syndicales.

Le gouvernement et l'opposition se sont lancés dans une course qui consiste à voir lequel des deux nous attribuera, réglementera et généralisera les élections dans les entreprises.

Tout d'abord, ils doivent faire entériner le fait que les élections ouvrières doivent se substituer aux restes du syndicat vertical, ce qu'ils ont déjà commencé. Les conseils de délégués et les comités d'entreprises ont été élus par les travailleurs dans de nombreuses entreprises, surtout les grandes, sans plus de formalité que la propre volonté souveraine des assemblées et sans attendre de directives de quiconque.

Les élections syndicales sont précisément dirigées contre le mouvement d'assemblées et sa capacité d'impulser des grèves sauvages (c'est à dire non domestiquées) contre l'arrogance des patrons. La terminologie même d'«élections syndicales» démontre la continuation du «verticalisme sous la version parlementaire»!

ELIRE LE CAMARADE OU LE SYNDICAT ?

Des élections syndicales n'ont rien à voir avec l'élection de camarades en comités révocables, en qualité de délégués temporaires mandatés expressément par l'assemblée et qui ont des comptes à rendre au terme de leur mandat. Non, il s'agit d'élire une «liste syndicale». Le syndicat qui récoltera le plus de voix ne nous représentera pas de manière «constante». Il négociera en notre nom, et sa signature au bas d'un accord nous engagera, voilà ce pourquoi nous voterons. Les comités élus seront des pions dociles, valets des dirigeants des partis politiques qui magouillent pour imposer leur ligne. Et de fait, ce ne seront pas «nos» comités, mais des maillons de la chaîne avec laquelle les centrales syndicales veulent nous embrigader.

Mais au nom de quel droit le gouvernement ou bien quiconque décide de la manière dont on élit une assemblée ? Il n'y a pas de véritable liberté syndicale lorsqu'il y a la présence de l'Etat dans le monde du travail!

IL PEUT Y AVOIR DES SURPRISES ELECTORALES

Les centrales, enhardies par une campagne d'affiliation à «l'américaine», qui prétendent décider, avec ou sans le gouvernement, de la relation entre les assemblées et les comités d'entreprises, ont préparé le terrain pour que le mouvement d'assemblées soit définitivement remplacé par les sections syndicales qui, pour l'instant, regroupent une minorité de travailleurs. Les travailleurs syndiqués des centrales les plus «votées», et plus spécialement les élus sur les listes victorieuses, seront alors «dorlotés» par les directions des entreprises et jouiront d'heures libres et de privilèges. De ces élections sortiront les futures bureaucraties syndicales. Seule la C.N.T. et son important mouvement de groupes autonomes, se sont opposés à ces élections. Les commentaires des «grandes» centrales déclarent que la C.N.T. refuse les élections non par principe anarcho-syndicaliste mais par peur d'être vaincue lors des votes. Rien n'est moins sûr, car au cours d'enquêtes publiées par *Cambio 16* tout au long de 1977, on constate que la popularité de la C.N.T. (notoriété et image) s'élève à 48% contre 46% pour les Commissions Ouvrières et 38% pour l'U.S.O. Seule l'U.G.T. dépasse la C.N.T. avec 59% (voir *Cambio 16* du 14/8/77).

Sans entrer dans ce type de compétition, ce qui est sûr, c'est que l'on risque d'avoir des surprises, surtout si les «grandes» centrales, de mèche avec le gouvernement, commencent à donner des pronostics et des fourchettes électorales gonflées, car il faudra compter au préalable avec les travailleurs qui, eux, ne les auront ni décidés ni exprimés!...

Traduit de *Bicicleta* n° 1 - Novembre 1977

LES ANARCHISTES ET LA GUERRE EN PALESTINE

Par Maurice JOYEUX

Prix : 8 F

livres

Par Maurice JOYEUX

BAKOUNINE OEUVRES COMPLETES

Relations avec Serge Necaev (1870 - 1872)

Ce nouveau volume de l'œuvre de Bakounine (le cinquième) que viennent de publier les éditions Champ libre, est capital pour tous ceux qui sont passionnés par l'histoire du mouvement révolutionnaire du siècle dernier. Il s'agit d'un recueil de lettres échangées entre Bakounine et Necaev (ou Netchaev) ou encore des lettres de l'un d'entre eux avec des tiers et ayant pour sujet leurs rapports difficiles. Comme toujours, certaines des lettres de Bakounine sont de véritables brochures où il définit à la fois sa vision de l'histoire et ses réflexions sur le

mouvement révolutionnaire en Europe. Enfin le volume contient quelques textes importants et parmi eux : Les ours de Berne et l'Ours de St-Petersbourg ou Aux officiers russes ou bien encore Le panslavisme, etc. Mais ce sont les lettres qui nous situent mieux le caractère de Bakounine. Ces textes sont précédés d'une introduction d'une cinquantaine de pages dues à Arthur Lehning qui, avec beaucoup de clarté, fait le point sur la rupture entre les deux hommes et sur la fin tragique de Necaev.

Les différentes pièces que contient ce volume ne nous ap-

porte pas d'éclaircissements sur l'origine controversée du Catéchisme révolutionnaire et, dans l'état actuel de nos connaissances, on peut conclure que ce texte n'est probablement pas de Bakounine, sans qu'on puisse en avoir la certitude, ce qui est la sage conclusion d'Arthur Lehning. De toute façon, c'est sans grande importance car le Catéchisme doit être examiné à la lueur de son époque, une époque où le verbe ne reculait pas devant les formules flamboyantes. Bien plus intéressantes sont les nuances de la pensée de Necaev qui transparaissent à travers cette correspondance. Necaev n'est pas un anarchiste au sens où l'entendaient Proudhon, Bakounine et plus tard Kropotkine! Et ce qui n'est pas le moins curieux, c'est qu'il est extrêmement moderne et qu'il prélude à ce que seront tous ces gauchistes pour qui l'anarchie est un moyen pratique de justifier leurs actes.

Necaev est un révolutionnaire d'instinct, sans certitude théorique et pour lequel l'action passe avant même le but à atteindre qui reste d'ailleurs dans le flou. Pour lui, forger une organisation révolutionnaire imaginaire qui servira d'alibi à ses actions, pourra permettre la naissance d'une véritable organisation qu'il laisse à d'autres le soin de construire. Il a certes emprunté à un marxisme grégaire quelques unes de ses formules, mais plus par facilité que par conviction et cela ne l'empêchera pas de conseiller à Bakounine d'arrêter la traduction du Capital non pas par idéologie mais pour des raisons pratiques. Et c'est en cela qu'il est l'ancêtre de ce terrorisme qui mélange le nationalisme, le marxisme, et qui parfois se recommande de l'anarchie, terrorisme qui est incontestablement révolte, mais révolte non pas d'une classe exploitée mais d'un clan en proie à l'exaspération au sein même de sa classe. Bakounine devant Necaev est dans la situation du mouvement anarchiste moderne devant le terrorisme sans frein pratiqué de nos jours.

La profonde vérité de Necaev de supprimer «les tyrans» abusera longtemps Bakounine et, même lorsqu'il aura rompu avec lui, il ne cessera, en dénonçant le mal que ses mensonges font à la cause, de se porter garant de sa sincérité. Et il est vrai que la fin tragique et exemplaire de Necaev devance son temps et s'apparente plus à l'attitude du terrorisme individuel qu'à l'action de masse.

Et c'est justement cette confrontation entre le socialisme anarchiste et un individualisme exaspéré qui fait feu de tout bois idéologique, qui donne son importance à ce cinquième volume de l'œuvre de Bakounine et qui pourra alimenter notre réflexion sur les rapports de l'anarchisme et du terrorisme moderne.

théâtre

LE ROI DES CONS

Théâtre de l'Atelier

Nous avons enfin découvert l'authentique monarque dont on entend parler depuis des années et en toutes circonstances. Grâce à Wolinski, nous savons comment il est fait et comment il se comporte. Le talentueux dessinateur nous offre un album de caricatures vivantes. Le Roi annoncé, nous l'avons tous rencontré au cours de notre vie. En ai-je croisé, dans ma garce d'existence, des candidats pour graver les échelons de ce trône. Des militaires, des patrons et toute la cohorte des conformistes, satisfaits d'eux-mêmes dès qu'ils défilent avec ou sans musique.

Ici, le Roi règne dans toute sa splendeur, vaniteux, grincheux, envieux, et autres choses en... «eux». Il reste nostalgique de sa belle époque, celle du Pétain providentiel : Travail, Famille, Patrie, en ce temps-là, il y avait de l'ordre. Sur les autres, il juge avec sa tripe patriotique, raciste, il déteste les bougnouls, les métèques, les cheueux longs ; il ne prend pas parti, mais il émet, sur tous les sujets, ses idées qui, invariablement, sont les plus connes qu'on puisse évoquer. Quelle majesté dans sa suffisance, ça touche au sublime. Quand il dit «Mônsteurs» à son courtois, plus effacé, on devine toutes les balourdises qui sortiront de la royale bouche. Il y a un jeune couple qui démontre tous les aspects de notre vie d'andouilles. Le jeune mari, travailler quand il peut, et baiseur selon les caprices de sa femme, prouve ce que sera l'avenir qui guette les jeunes dans cette fin de siècle. Afin de bien présenter son album, l'auteur projette sur la scène des dessins donnant de désopilants détails sur la vie intime de Sa Majesté.

Cette fresque d'humour noir est interprétée magistralement par messieurs Bernard Menez, Michel Muller, Jacques Gripe et la dynamique Sophie Agacinski. Quatre artistes frisant la perfection. Je félicite chaleureusement Claude Confortès. Souhaitons que Wolinski lâche un peu son crayon et prenne encore la plume pour nous donner d'utiles leçons d'humilité avec d'aussi pertinents textes que ceux de ce Roi, ce monarque qui dispose d'un aussi large trône, puisque souvent, hélas, dans notre vie de culs, nous posons le nôtre près du sien sur le siège royal.

ELLES... STEFFY, POMME, JANE ET VIVI

Théâtre de la Gaité Montparnasse

Une remarquable étude psychologique de communauté féminine nous est présentée, avec grand talent, par un quatuor de créatures un peu à part. Cependant, si nous réfléchissons, nous devons convenir qu'autour de nous évoluent des citoyennes de ce calibre. Il n'y a pas de pièce, au sens propre, mais une suite de drames dont l'un définitif. L'auteur connaît à la perfection les foucades et états variables du comportement féminin. C'est une femme de grand talent : Pam Gems. Traductrice de Marguerite Duras, elle fut boursière à l'université de Manchester, classe de psychologie. Cela se sent dans cette œuvre remarquable. L'histoire de nos citadines a été adaptée par Isabelle Fanchon dont le travail n'a sûrement rien trahi de l'œuvre originale. Les femmes sont vivantes et accrochent l'attention du spectateur.

La mise en scène, vu la taille de la «Gaité», est presque grandiose dans son unique décor. Cependant, je dois amicalement faire remarquer à Michel Fagadau qu'il a un peu forcé sur les effets d'éclairage et sur l'utilisation des accessoires sonores. Le tintamarre détourne l'attention de l'auditeur et le détache de l'ambiance scénique. Pourquoi ignorer les bases essentielles de la progression dramatique : l'obscurité et le silence ? Monsieur Fagadau reçoit un public adulte, qu'il n'hésite pas à lui présenter la pièce comme le rude drame auquel nous assistons. Qu'il accepte ma franche remarque et reçoive mes remerciements pour la soirée de qualité qu'il présente. L'interprétation, merveilleusement équilibrée, est composée de mesdames Annie Sinigaglia, Dominique Labourier, Viviane Elbaz et Anémone : quatre femmes, quatre caractères formant une brochette de grandes comédiennes. On constate combien la vie des femmes est dure, elles souffrent souvent par leur faute et plus souvent, il faut le reconnaître, par celle des perpétuels égoïstes que nous sommes.

DOIT-ON LE DIRE ?

Théâtre de l'Odéon

Présentée simplement, cette pochade de maris trompés ou qui vont l'être, ferait triste figure auprès de La Cagnotte ou du Chapeau de Paille. Auteur de 160 pièces, le prudent Eugène Marin n'en a signé seul que quatre. Aussi devons-nous féliciter M. J.-L. Cochet d'avoir agrémente ce spectacle d'airs célèbres du pur XIX^e siècle. Offenbach, Audran, Lecoq sont mis à contribution avec leurs airs les plus populaires, pour moi les meilleurs. Tous ceux qui se sont frottés à la cadence scénique de ce magicien du quiproquo savent quelle précision doit animer les interprètes. Pour se sortir de l'enchevêtrement des situations de Doit-on le dire ?, il faut des acrobates. A l'Odéon, on les a trouvés. Ici, il n'y a pas une vedette, il y a une chose plus rare, une vraie troupe, dans le beau sens du terme. Mmes Françoise Seigner, Paule Noëlle et Virginie Pradal représentent avec force le sexe dit faible, celui qui finalement gagne à tous les coups. Les mâles déchaînés ont pour interprètes Mrs Claude Giraud, Marcel Tristant, Jacques Eysler, Louis Arbessier, Guy Michel et Jacques Sereys. Une mise en scène élégante et ingénieuse encadre cet excellent montage d'une sortie signée Labiche.

Francis AGRY

*Toujours à voir : LE WEEK-END DES PATRIOTES au Théâtre en rond-L'Européen.

musique

LAGRIMA

Disque hexagone - Prix : 41 F

Un groupe d'argentins en exil versent une «lagrima» (larme). Toute imprégnée des diverses oppressions fascistes américaines ou européennes, cette larme se traduit par une musique nouvelle, inhabituelle, internationale. Dans ce premier disque, elle fait du remémorer... Tout y passe, tout déferle assez brutalement, les plaintes sourdes des ghettos noirs, des campements indiens, des taudis d'Auberwilliers, de Buenos Aires, du Brésil ou du Portugal. C'est la «lagrima» des masses exploitées. Un vague tango nous ramène au cœur de ces dictatures de l'Amérique du Sud où nos camarades emprisonnés, torturés, luttent pour leur liberté. Si la première face de ce disque surprend un peu par l'addition de percussions et de piano électrique sur des morceaux folkloriques indiens ou argentins, on se sent complètement intégré à l'écoute de la seconde dans un nouveau langage musical de la révolte.

Ce nouveau groupe est composé de sept surprenants musiciens. Les influences de Piazzola et de Théodorakis sont encore fraîches. Nous comptons sur «Lagrime» pour apporter sur le plan musical une nouvelle expression internationale.

Carmen SANCHEZ

JACQUES DUVELLE

1977, année de renouveau dans la chanson française, après Geneviève Paris, Bernard Lavilliers et bien d'autres, voici Jacques Duvelle. Un auteur-compositeur qui décide lui aussi de rompre avec le son «disco» et le refrain «hit-parade» en nous livrant, en cette fin d'année, son premier trente centimètres.

10 titres obtenus par une musique élaborée, qui abordent bon nombre de problèmes de l'époque : la solitude, le désespoir, le massacre perpétré par les chasseurs, les vacances à St-Trop, les vieux que la société rejette parce que plus rentables, l'indifférence de beaucoup face à la montée du fascisme, de la violence, de la guerre, les médias, chaîne de l'aliénation avec son principal maillon : la télévision.

«Monsieur le dieu de la télévision
J'ai envie de croire à vos fables
Mais quand j'étais, y reste rien»

ce qui nous vaut un petit conseil

«Faut se lever, faut se secouer...
Le monde est fatigué
d'avoir à travailler...»

Des mélodies agréables, des textes qui restent quand le pick-up s'est tu, un bon 30 cm qui passera peut-être inaperçu parmi le flot des requins du show-business.

Jacques Duvelle «Je suis un sanglier»
Disque SPALAX SPX-6809

ERICK

**POUR SOUTENIR LE JOURNAL
TES DISQUES ET TES LIVRES
SONT A PUBLICO**

LE BILAN D'UNE RÉVOLUTION TRAHIE ET DÉFIGURÉE (suite de la page 1)

Selon les renseignements fournis en 1957 par l'économiste Eugène Varga, les ouvriers des grandes villes disposent, après quarante ans d'éducation socialiste, d'une surface habitable moindre que celle d'avant la première guerre mondiale. Dans ces statistiques manquent bien sûr la surface des isbas et des chaumières de villages.

Dans un article publié par des économistes soviétiques en juillet de cette année dans la revue *Voprosy Ekonomik*, nous trouvons les courbes pour la répartition du «revenu national» entre les différents groupes sociaux en URSS et aux Etats-Unis. Ces savants concluent que les courbes ont la même forme, c'est à dire que la structure de classe du «socialisme» et du capitalisme est la même.

ments. L'échelle d'étouffement et d'anihilation est incroyable.

Au cours des trois premières décades du régime établi, la totalité des peuples «soviétiques» reste stationnaire, malgré le taux d'accroissement annuel de 3 millions. Selon l'annuaire statistique de 1969, le nombre des femmes dépasse celui des hommes de 27 millions. Où sont les 27 millions d'hommes, lorsque, suivant les mêmes affirmations officielles les victimes de guerre ne dépassent pas 7 millions de soldats, et que dans les prisons et les camps de concentration «soviétiques» périssent aussi des femmes ? D'après les calculs du mathématicien et statisticien russe, le professeur I. Kourganov, les bourreaux ont anéanti 60 millions d'hommes.

phères ni l'abattage des moutons. La terreur d'Etat est une destruction systématique de toute révolte, de tout esprit révolutionnaire caractérisant les peuples de l'Empire russe au cours du siècle. C'est la destruction des seules qualités de l'esprit humain qui distinguent les peuples des troupeaux de bœufs. Cette terreur débuta en décembre 1917 lorsque la guerre civile ne s'était pas encore établie. La tchéka fut créée pour lutter contre les anarchistes russes. Ses premières opérations sanguinaires et calomnieuses furent dirigées par Djerjinski contre les organisations anarchistes de Moscou. Les bolcheviks, comme tous les autoritaires, nourrirent l'illusion que les balles sont capables de stopper la marche triomphante de l'histoire.

L'idéologue du retour en Russie, Oustriabov, avait déjà établi en 1922, l'interdépendance entre la politique intérieure et la politique extérieure du «nouvel Etat». Il avait compris l'essence du système et conseillait à l'émigration des russes blancs si elle désirait réellement la réalisation de ses traditionnels buts, de retourner en Russie où il était possible de travailler sous le drapeau du bolchevisme, pour la véritable cause de l'impérialisme grand russe!

C'est l'armée rouge, la plus grande armée du monde, qui devint l'instrument de l'expansion du capital d'Etat et de sa politique impérialiste. Ses premiers pas aboutirent à la restauration de l'ancien empire tsariste. Ils étaient accompagnés par l'écrasement des insurrections nationales et anticolonialistes et par l'anéantissement de peuples entiers.

Les méthodes de la création de «l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques» rappelle bizarrement celles d'Ivan le Terrible et des autres autocrates. La Russie tout entière se transforma en prison, en cimetière des peuples.

Les pas suivants, dans l'extension de l'Empire «soviétique» se firent pendant la deuxième guerre mondiale appelée guerre patriotique qui ne fut qu'un résultat particulier des contradictions impérialistes entre les grandes puissances et de leurs aspirations à liquider militairement leurs concurrents et de dominer le monde. Cette guerre se termina par une «paix» impérialiste.

Les bandits de Washington, Moscou et Londres élaborèrent à Téhéran, Postdam et Yalta les accords de la plus grande affaire commerciale de l'histoire mondiale. Le monde d'après-guerre devint une marchandise. Chaque maraudeur impérialiste recut sa part selon son «travail» à l'abattoir et selon sa puissance économique.

La nouvelle «Russie» recut cent millions d'hommes d'Europe orientale. Oustrianov avait raison : les leaders des «grandes démocraties», Roosevelt et Churchill, vendirent au grand bourreau Staline la partie restante de la Pologne et les peuples de Roumanie, de Bulgarie, d'Albanie, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, un tiers de l'Allemagne qui s'ajoutèrent à ceux accaparés en accord avec Hitler en 1939-40 de la moitié de la Pologne et des républiques baltes. La Yougoslavie fut divisée entre eux par moitié. C'est ainsi que naquit, à la suite de la deuxième guerre mondiale, la seconde périphérie de l'Empire russe.

L'Empire constitué pendant l'époque de la chute du colonialisme classique donna une nouvelle impulsion au développement industriel de la métropole grâce aux bénéfices colo-

niaux tirés par les méthodes des conquistadores. Mais, ainsi, il ajouta, à la lutte des classes, la contradiction entre les intérêts du centre et ceux de deux périphéries coloniales.

Créé par la violence, la rapine et dans le sang, l'Empire du capitalisme d'Etat porte en ses entrailles la future révolution sociale. Pour l'instant, concluons en répondant à la question «qu'est-il advenu du marxisme?»

Le marxisme est mort en Russie, sa dépouille malsainement au mausolée et empoisonne l'air. Elle attend le jour où le bras puissant de l'anarchie universelle la jettera à l'équarrissage de l'histoire. Et ce sera le premier jour!

En résumant, nous constatons qu'il n'y a plus de capitalistes, ni petits ni gros. Il n'y a qu'un seul et unique trust, l'Etat. Et il devient capital d'Etat. L'acte politique et juridique qui conduit le capitalisme à son stade final s'appelle étatisation.

Le capitalisme d'Etat est la dernière variante de notre «monde capitaliste». Au-delà de cette limite, plus de développement organique du capitalisme!

Les rapports sociaux-économiques exprimés par l'exploitation du travail salarié, caractéristique fondamentale de la société capitaliste, devient unique et dévore tout. Dans cette société n'existent plus que deux classes : celle du capitalisme d'Etat constitué par la bureaucratie de Parti, d'administration, militaire et policière et le prolétariat de l'industrie, des instituts, des laboratoires, des kolkhoses et des sovkoses.

La première, organisée en Etat, représente le propriétaire collectif de l'économie «nationale». Elle possède les «moyens de production» et domine la force de travail «nationale». La terreur policière et la famine contraignent la classe ouvrière à travailler dans les entreprises dites socialistes pour un simple salaire. La classe du capitalisme d'Etat est consommatrice de la part du lion du produit «national» créé par le prolétariat. L'acte notarié de propriété de la classe nouvelle, c'est la constitution, Léninienne, Stalinienne, Brejneviennienne.

L'idée absolue de Hegel est incarnée dans sa dernière forme : la dictature policière et militaire du parti du capitalisme d'Etat. L'Etat a pris son image réelle et immuable : police-armée-tribunal-camps de concentration et prisons. Le but du «nouvel Etat» consiste en la prolongation de l'ancien Etat par des moyens anciens : conservation du statu-quo social par la spoliation et les répressions de la classe ennemie unique : le prolétariat.

G. KONSTANTIN



Lénine et Staline : le maître et l'élève.

La camisole de force couvrant la structure sociale antagoniste de l'URSS est constituée par la dictature militaire et policière de la classe du capitalisme d'Etat sur le prolétariat. Le conte pour enfants concernant le «dépérissement de l'Etat» n'est plus conté par aucun des théoriciens marxistes. Ce cancer ravage aujourd'hui l'organisme social tout entier. Il dispose de l'économie «nationale», de tous les moyens de pression de masses. En plus, des institutions de répression les plus puissantes du monde : une police en uniforme et une police secrète de 3 millions de personnes, une armée de 4 millions d'élé-

bourreaux ont anéanti 60 millions d'hommes.

Voilà cette activité constructive de l'«Etat populaire»! Au cours de ces décades de son existence sanguinaire, il a créé encore une classe. Son prototype se retrouve dans l'antique Egypte ou la Rome esclavagiste. Cette classe de plusieurs millions d'esclaves est constituée par la population des camps de concentration, d'exilés et de déportés. Leur histoire et leur sort tragique attendent ses historiens, ses sociologues et économistes. Le «goulag» de Soljénitsyne n'est qu'un début.

La terreur bolcheviste n'est nullement une folie de schizo-

Lorsque le développement industriel capitaliste arrive devant un certain seuil auquel correspond une puissance militaire donnée et parvient à la rupture de l'équilibre des forces sur l'arène internationale, le capitalisme d'Etat, ainsi que le capitalisme financier monopoliste se transforment en sources d'expansion, de guerre et de domination. Par conséquent, l'impérialisme «soviétique» s'avère être un prolongement naturel de la politique intérieure de conquête, du pouvoir de raffermissement de la domination, des privilèges, de l'inégalité et de leur sauvegarde législative au moyen de la machine de terreur.

soutenez l'hebdo... souscrivez pour l'hebdo... abonnez-vous à l'hebdo...